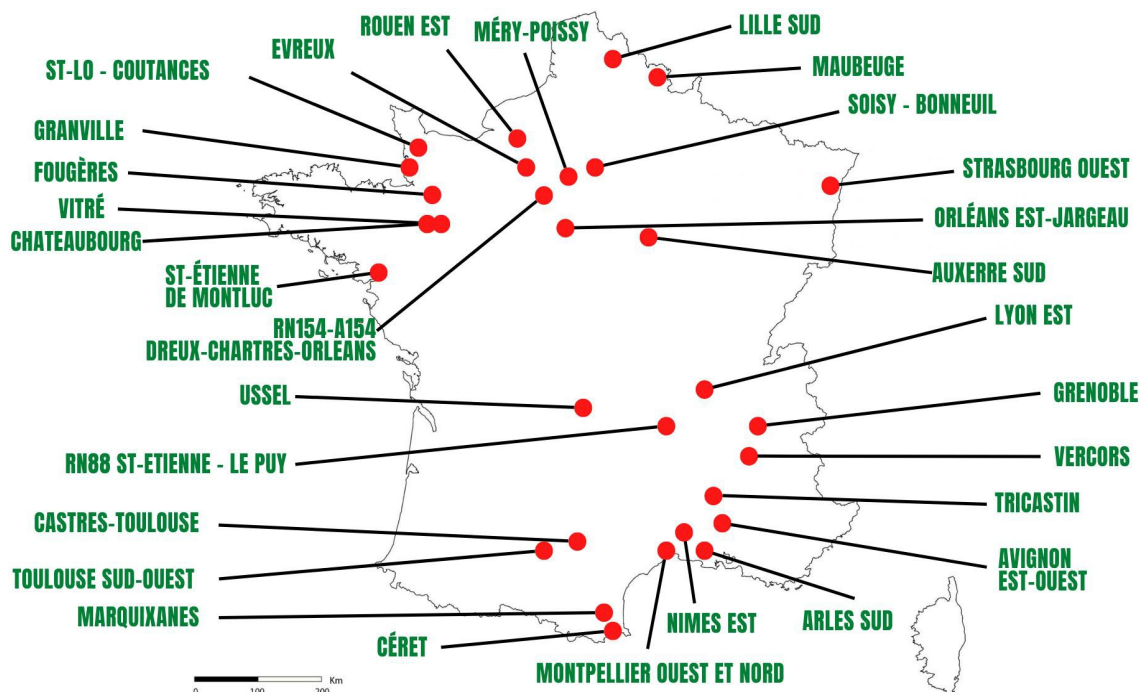


CP du mercredi 06 juillet 2022

Appel de la coalition La Déroute des Routes aux parlementaires Pour un moratoire sur les projets routiers destructeurs



En janvier 2022, plusieurs collectifs en lutte se sont rassemblés pour créer une coalition interlutte contre les projets routiers destructeurs. Nous avons publié en mai un [appel à coalition des luttes routières](#), et nous sommes rencontrés le week-end du 21 et 22 mai à [Montpellier](#) et à [Rouen](#). Aujourd'hui, 33 collectifs unissent leurs forces pour résister face à des projets climaticides.

Nous nous adressons ce mercredi 6 juillet aux député·es et aux sénateur·trices, pour soutenir nos luttes en portant au Parlement la proposition d'un moratoire sur tous les projets routiers.

55 projets routiers sont actuellement contestés, partout en France, par des collectifs et des associations. [Une enquête publiée par Reporterre en mai](#) révélait que le coût total de ces projets représente actuellement **un gaspillage de 13 milliards d'argent public**, engagés dans le fret routier et le bétonnage de terres agricoles et naturelles.

Nos collectifs se mobilisent pour demander que l'argent public soit utilisé par l'État pour engager de véritables politiques publiques de transports collectifs et doux, et de transport de marchandises par le rail et le fluvial pour cesser la surenchère routière qui nous conduit droit dans le mur.

La France s'est engagée dans la Stratégie Nationale Bas Carbone et à l'objectif Zéro Artificialisation Nette en 2050. **Ces stratégies impliquent de diminuer de 40% nos émissions territoriales en 2030 par rapport à 1990, et de diviser par 2 la consommation d'espace sur la décennie qui arrive** par rapport à la précédente. Hors, l'étude [Projet Local, Impact Global](#) publiée par Terres de Luttés et le cabinet BL Evolution en mai, les 32 projets routiers étudiés représentent à eux seuls 17 000 hectares d'artificialisation, soit un an du budget alloué par l'objectif ZAN.

Les émissions de GES territoriales supplémentaires dues aux projets d'aménagement routiers prévus par l'Etat ne sont pas compatibles avec les objectifs fixés en la matière, alors même que la question du trafic induit n'est que rarement prise en compte dans les études d'impact conduites jusqu'alors sur les projets.

L'Etat mène donc un double discours et un double jeu. D'un côté, il fixe des objectifs chiffrés pour réduire notre impact climatique et environnemental, de l'autre, [il soutient financièrement et politiquement](#) des dizaines de projets contestables et contestés au regard des enjeux écologiques, climatiques et sanitaires.

Nous, collectifs en lutte contre les projets, nous unissons nos forces pour lutter contre l'artificialisation à marche forcée de nos terres agricoles et naturelles, et pour engager la nécessaire sortie de route de tous les projets climaticides.

Nous demandons aux parlementaires de nous rejoindre et de soutenir les luttes, en s'engageant à soutenir à l'Assemblée Nationale et au Sénat la proposition d'un moratoire sur tous les projets routiers, dans l'attente de leur ré-examen au regard des stratégies fixées par l'État et des enjeux climatiques, écologiques et sanitaires auxquels nous faisons face.

Soutenez, rejoignez nos luttes, demandez avec nous ce moratoire,
pour mettre les routes en déroute !

Le lien pour signer notre appel et vous engager à soutenir la proposition de moratoire :

<https://framaforms.org/pour-un-moratoire-sur-les-projets-routiers-destructeurs-appel-de-la-coalition-la-deroute-des-routes>

Contact presse :

laderoutedesroutes@riseup.net

Les collectifs et associations engagées dans la coalition La Déroute des Routes :

- SOS Oulala Non au LIEN - RD68 au Nord de Montpellier
- Manche Nature - contre l'axe St Lô - Coutances
- Caveirac Vaunage Contournement Ouest de Nîmes non merci
- Non à l'autoroute A133-A134 (pseudo contournement est de Rouen)
- Non à un contournement Nord de Maubeuge destructeur
- Vivre respirer se déplacer en Tricastin (contre l'échangeur autoroutier Drôme provençale) Alternatives A480 (Grenoble)
- Axe vert de La Ramée (non au BUCSM et au BUO à Toulouse)
- Non à la Jonction Est à Toulouse
- AutreCOM Montpellier
- La Voie est Libre (contre l'autoroute Toulouse-Castres)
- La Lutte des Sucrs contre le projet de déviation de la RN88
- Coordination La Loire Vivra contre le projet de contournement est d'Orléans dite déviation de Jargeau

- Collectif opposé au projet de contournement du bourg de Saint Etienne de Monluc en Loire Atlantique
- Puma (contre la liaison est-ouest (LEO) sur Avignon)
- GCO Non merci à Strasbourg
- Non au contournement sud d'Auxerre
- Collectif RN126 (contre la liaison autoroutière Castres-Toulouse, A680 et A69)
- Association Nacicca (non au contournement autoroutier d'Arles)
- Association Évreux Nature Environnement (contre la déviation sud-ouest d'Évreux)
- Collectif Ussel (contre le contournement d'Ussel)
- Collectif citoyen contre le développement du projet Sublimes routes du Vercors
- Agissons pour le climat Granville Terre et Mer
- Fédération Environnement Eure et Loir
- Nord Écologie Conseil (contre la Lino au sud de la MEL)
- Coordination Viure (contre la bétonnisation des Pyrénées-Orientales)
- Bien vivre en Vallespir (contre la route et le viaduc de Céret)
- Copra 184 (contre le prolongement de la Francilienne A104)
- Vivre sans BIP (contre une 2x2 voies en Val-d'Oise)
- Seta (contre le viaduc sur le Tech)
- VN33 Non merci sur la rocade est lyonnaise
- Agis Ta Terre Chateaubourg
- Vitré Vitalu (Vitré)
- Non à la rocade Nord de Fougères
- Eaux et Rivières de Bretagne
- PassPasud2